

Pour des liens renforcés avec l'Europe

Selon Christos Sirros, le moment est venu de progresser dans la vision d'un espace transatlantique

Réjean Lacombe

rlacombe@lesoleil.com

Les relations entre l'Europe et le Québec ont besoin d'un second souffle. Le délégué général du Québec à Bruxelles, Christos Sirros, croit que le moment est venu de progresser dans la vision d'un espace économique transatlantique.

Devant les membres de la Société des relations internationales du Québec (SORIQ), M. Sirros a précisé hier que le Québec souhaite voir le Canada et l'Union européenne amorcer des négociations menant à la conclusion d'un accord global sur le commerce et l'investissement.

« Notre vision des choses et celle mise de l'avant par la présidence allemande (Angela Merkel) de l'Union européenne se rejoignent. » En fait, l'ancien ministre québécois suggère un accord qui vise les questions réglementaires et techniques.

« Un accord, dit-il, qui, excluant l'agriculture, faciliterait la mobilité des biens, des services, des capitaux et des personnes. Un accord qui pousserait plus loin les engagements en matière de propriété intellectuelle et de brevets, d'accès aux marchés publics et de normalisation technique. »

Farouche défenseur de cette ouverture, M. Sirros estime que cet accord ferait aussi la part belle aux questions sociales, à l'environnement et à la culture. Il croit

en outre que cet accord pourrait servir de modèle et s'étendre à un ensemble de plus de 800 millions de personnes autour de l'Atlantique, représentant 60 % du commerce mondial.

« Imaginez, dit-il, ce que serait une aire économique transatlantique qui nous épargnerait de lancer une deuxième voiture contre un mur pour en assurer la certification en Amérique ou qui nous éviterait de changer ses phares, ses feux arrière et ses pare-chocs. »

Pour lui, une telle entente canado-européenne permettrait aux travailleurs stratégiques de circuler facilement, de diversifier leurs expériences, d'accroître leurs compétences et d'élargir un bassin de compétences dans lequel nous pourrions tous puiser.

M. Sirros pousse plus loin encore sa réflexion en soulignant qu'un tel accord donnerait à l'Europe un accès plus grand aux sources d'énergie canadienne s'inscrivant dans le cadre d'une stratégie de diversification énergétique.

Il avoue qu'au cours des derniers mois, le premier ministre du Québec, M. Jean Charest, a discuté au Canada des enjeux d'un tel accord avec plusieurs premiers ministres provinciaux, des gens d'affaires, et avec l'ambassadeur de l'Union européenne.

« À Davos, rajoute-t-il, il a abordé la question avec le ministre allemand de l'Économie et le commissaire au Commerce de la Communauté européenne. »

Tout en avouant que le Québec serait un partenaire clé de cette

relation, M. Sirros n'oublie pas que le volume d'échanges de biens entre l'Europe et le Québec, atteint une valeur annuelle de 25 milliards \$. « Cela, constate-t-il, fait de l'Europe notre second partenaire commercial. »

Le délégué général du Québec à Bruxelles estime qu'aux yeux du Québec, l'Union européenne est une référence. « Elle est, selon lui, un espace de paix, de stabilité, de justice, un modèle des rapports qui doivent exister entre les sociétés. »

M. Sirros constate que le Québec qui est à l'avant-garde des relations internationales des États fédérés, a une contribution substantielle à apporter dans la consolidation d'un tel espace économique atlantique.